

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue du Recteur Daure  
CS 60040  
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 07/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LETELLIER SAS**

Rue Philippe Lebon  
ZI de la Fossette  
14440 Douvres-La-Délivrande

Références : 2025 - 458  
Code AIOT : 0005304218

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement LETELLIER SAS implanté Les Pérelles 14440 Douvres-la-Délivrande. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'inspection réalisée le 27 juin 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LETELLIER SAS
- Les Pérelles 14440 Douvres-la-Délivrande
- Code AIOT : 0005304218
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise de travaux publics Letellier SAS exploite depuis 2002 un centre de tri et recyclage de déchets de chantiers publics et de démolition et de regroupement de déchets verts, sur la commune de Douvres la Délivrande, hameau des Pérelles. Ce site jouxte la carrière de calcaire du même exploitant, et les deux sites sont interdits d'accès par une clôture périphérique commune. Le centre de tri est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 mai 2002, modifié en dernier lieu par arrêté du 15 avril 2011.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 6
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 1er	Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois
2	Présence du registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Déchets inertes admis	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 15.7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 13.5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a conduit à notamment constater les non-conformités majeures suivantes, déjà constatées lors de précédentes inspections :

- extension de l'activité en dehors du périmètre autorisé (stockage de bois broyé),
- indisponibilité de la réserve d'eau incendie de 120 m<sup>3</sup>, cette situation étant d'autant plus préoccupante que le stock de bois broyé est important),
- absence de programme de surveillance des retombées de poussières, la dernière campagne datant de début 2023.

D'autres non-conformités ont été constatées en ce qui concerne le suivi des déchets réceptionnés (contrôle visuel, registre) et la surveillance environnementale du site. Il est proposé à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative du site et de prendre des mesures conservatoires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tableau des rubriques de l'article de l'arrêté de mise à jour de classement du 15 avril 2011</p> <p>Rubrique 2716 (A) : Installation de tri et de transit de déchet du BTP, de bois et de déchets verts.</p> <p>Le volume maximal présent est de <b>30 000 m<sup>3</sup></b>.</p> <p>Rubrique 2718 (A) : Installation de transit de déchets d'amiante ciment. La quantité maximale présente est de <b>15 t</b>.</p> <p>Rubrique 2515 (A) : Installation mobile de concassage et de criblage d'une puissance totale de <b>400 kW</b>.</p> <p>Rubrique 2517 (D) : La capacité de stockage maximal de la station de transit est de <b>70 000 m<sup>3</sup></b>.</p> <p>Rubrique 2260 (D) : Installation mobile de broyage du bois d'une puissance de <b>150 kW</b>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite aux évolutions de la nomenclature des installations classées survenues depuis 2011, les activités autorisées relèvent des rubriques n° 2718 (regroupement de déchets d'amiante, régime ICPE de l'autorisation), 2716 et 2515 (régime ICPE de l'enregistrement), 2517 (régime ICPE de la déclaration) et 2794 (régime ICPE a priori de l'enregistrement, en lieu et place de la rubrique n° 2260).</p> <p>Lors de l'inspection de 2023, il avait été confirmé qu'aucun déchet dangereux n'était admis sur le site (rubrique 2718 à l'arrêt). L'exploitant confirme cette situation.</p>

Par ailleurs, le rapport de l'inspection de 2023 sollicitait la régularisation des activités au titre de la rubrique 2710-2, en ce qui concerne l'activité de réception pour regroupement de déchets apportés directement par leurs producteurs (bois, DIB, déchets verts, terres...) qui s'apparente à celle d'une déchèterie professionnelle. Il a été constaté que cette activité se poursuivait, alors qu'aucun dossier n'avait été déposé.

Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'un stock important de déchets broyés sur la parcelle ZR 013 qui est sur l'emprise de la carrière voisine, estimé à un volume compris entre 3000 et 4000 m<sup>3</sup>, qui ne figure pas dans le périmètre de l'ICPE, qui se limite à la parcelle ZR 012. Cette situation a déjà été constatée lors de l'inspection précédente réalisée en 2023. Ces stocks sont liés à l'activité de broyage de déchets verts relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique ICPE n°2794.

Enfin, l'exploitant a fait part d'un projet de transfert de sa centrale à béton de Douvres sur ce site. Le périmètre actuel de l'installation de transit ne permettant pas de l'accueillir, une demande de modification du périmètre du site est à envisager.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande 1.1 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois un dossier d'actualisation des rubriques ICPE exercées sur le site ; ce dossier doit définir clairement les stocks relevant des rubriques 2716, 2517, 2710-2 et 2794. Il doit également permettre de statuer sur le classement au titre de la rubrique n° 2794 (broyage de déchets verts) ; le critère est à apprécier en capacité maximale journalière de broyage et non en moyenne annualisée (cf. note DGPR du 27/04/2022 sur l'interprétation des rubriques ICPE déchets).

Demande 1.2 : L'exploitant doit régulariser la situation en ce qui concerne le stock de bois broyé au droit de la parcelle ZR 13, soit en évacuant les déchets, soit en sollicitant une modification des installations pour réaliser cette activité dans le cadre de la rubrique n°2794 (impliquant la cessation d'activité partielle de la carrière pour permettre l'extension du périmètre de l'ICPE).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Présence du registre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

Le registre n'a pas pu être consulté lors de l'inspection, car non accessible depuis le site d'exploitation.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre une extraction du registre des déchets réceptionnés pour la période du 1er janvier 2025 au 8 juillet 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 3 : Admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents d'acceptation préalable
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<b>Constats :</b> <p>Quelques demandes d'acceptation préalable (DAP) ont été consultés par sondage. Celles-ci n'appellent pas d'observations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Déchets inertes admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Absence de matériaux interdits
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p>

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

**Constats :**

Lors de cette inspection, il a été constaté la réception de plusieurs camions déposant des déblais sur l'installation de tri.

Chaque camion est pesé et le chauffeur s'identifie afin de faire le lien avec le certificat d'acceptation préalable (CAP) associé.

Il a été constaté que le contrôle visuel n'était pas réalisé lors du déchargement des déchets, l'agent d'accueil étant seul à son poste de travail. Les déchets sont déchargés sur le centre de tri sans contrôle de l'exploitant.

Depuis novembre 2024, l'exploitant a mis en place des cases de stockage des déblais réceptionnés, permettant de constituer 5 lots. Pour chaque case sont affectés 5 à 6 CAP, dont la liste est affichée dans le bureau de l'agent d'accueil.

En l'absence d'agent assurant la surveillance du déchargement, il n'est pas possible de justifier que cette organisation est bien respectée par les chauffeurs.

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de terres mélangées avec des déchets végétaux (apports de paysagistes), ce qui les rend non inertes. Ceci ne respect pas les dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit assurer un contrôle visuel au déchargement des déchets sur le centre de tri afin d'identifier les déchets interdits, l'absence de mélange de déchets non inertes avec les déchets inertes, mais également pour s'assurer du respect de son organisation en matière de gestion des déblais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

**Thème(s) :** Autre, Contenu de la procédure

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2



du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection réalisée le 27 juin 2024, il avait été constaté qu'aucune procédure d'acceptation des déblais n'avait été établie. Par courriel du 10 octobre 2024, une procédure a été transmise "Procédure d'acceptation des déblais - Letellier".

Lors de cette inspection il a été vérifié la mise en œuvre de cette nouvelle organisation.

Cette procédure prévoit :

- des vérifications avant la réception des déchets (Georisques, transmission des analyses ou diagnostic de pollution des sols),
- le contrôle à la réception des déchets, avant et après dépotage,
- des prélèvements périodiques afin de vérifier la qualité des déblais réceptionnés.

Dans les faits, cette procédure n'a été que très partiellement mise en œuvre :

- les vérifications documentaires sont réalisées par du personnel administratif qui n'a pas les compétences techniques permettant d'assurer le niveau de vérification nécessaire attendu. Dans les faits, seule l'absence d'amiante et de HAP est vérifiée pour les gros chantiers avec déchets d'enrobés,

- le contrôle à la réception des déchets n'est que très sommaire du fait de l'absence d'un agent sur le lieu de dépotage,

- les prélèvements de terres n'ont été réalisés qu'en novembre 2024 (suite à la mise en place de la procédure) et en juin 2025 (dans le cadre de la préparation de cette inspection),

- en termes de caractérisation, seuls les critères fixés par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ("pack ISDI"), sont identifiés, les paramètres sur bruts permettant de caractériser la dangerosité du déchets n'étant pas prévus,

Par ailleurs, la stratégie de prélèvement et d'analyses en vue de contrôle de la qualité des déchets réceptionnés mérite d'être affinée en fonction de la provenance des déchets (déchetteries, sols pollués, zone urbaine, activités économiques, voiries, etc.).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en œuvre la procédure de réception des déchets qu'il a établie (contrôles avant réception, contrôles à la réception, contrôles de la qualité par sondage). Il doit également faire évoluer sa stratégie de prélèvement et d'analyses en vue de contrôle de la qualité des déchets réceptionnés en fonction de la provenance des déchets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 6 : Traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

**Prescription contrôlée :**

I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

**Constats :**

Dans le cadre de la préparation de cette inspection, l'extraction des registres de déchets entrant et sortant pour cet établissement a été effectuée (outil Trackdéchets). Il s'avère que les registres sont vides pour les années 2024 et 2025.

Le registre n'a pas pu être consulté en séance car non accessible depuis le poste de travail de l'agent d'accueil, mais une extraction par entreprise a pu être consultée (plaque d'immatriculation du camion, date, heure, n° ticket, pesée).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit renseigner le registre national pour les années 2024 et 2025 sous un délai de 2 mois.

Il est rappelé que le registre doit être renseigné au plus tard le dernier jour du mois suivant les

mouvements des terres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 15.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement disposera en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. A défaut, il devra disposer d'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les deux bassins de tamponnement et décantation des eaux pluviales, de volume utile 320 et 368 m<sup>3</sup>, sont sensés servir de réserve d'eau pour les pompiers en cas d'incendie. Il est constaté que le niveau d'eau dans les bassins est très bas, mais surtout l'état constaté des bassins rend impossible tout pompage par les pompiers du fait de la présence de végétation et d'algues. Cette situation a déjà été plusieurs fois constatée lors des inspections précédentes depuis 2016. Elle est d'autant plus préoccupante que le stock de bois broyé est particulièrement important.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant n'étant pas en mesure de garantir la présence d'une volume d'eau de 120 m<sup>3</sup> en toutes circonstances, une réserve dédiée doit être installée. Elle doit être accessible en toutes circonstances par les services de secours et située en dehors des flux thermiques. Sa localisation sera validée par le sdis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Gestion des eaux de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2002, article 13.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (ruissellement) seront collectées, décantées par passage dans deux bassins stockeurs-décanteurs imperméabilisés et traitées dans un séparateur à</p>

passage dans deux bassins stockeurs-décanteurs imperméabilisés et traitées dans un séparateur à hydrocarbures avant leur rejet dans le milieu naturel. Le séparateur à hydrocarbures sera équipé d'un obturateur automatique interdisant tout rejet lorsque la capacité de stockage des hydrocarbures est atteinte. Il sera maintenu en parfait état et la chambre à huile sera régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée.

Point(s) de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les rejets s'effectueront à l'aide d'un canal de rejet, par infiltration lente dans un fossé enherbé ou noue d'une longueur de 100 mètres situé en contrebas du site dans la parcelle voisine (parcelle ZR 21). Afin de ne pas engorger le fossé, le dernier bassin de stockage sera équipé d'un régulateur de débit.

Les puits d'engouffrement sont proscrits.

Valeurs limites de rejet

Le pH devra être compris entre 5.5 et 8.5 et la température devra être inférieure à 30 °C.

Les effluents devront respecter les concentrations suivantes :

MES < 35 mg/L (NFT 90105)

DCO < 125 mg/L (NFT 90101)

Hydrocarbures totaux < 10 mg/L (NFT 90114)

**Constats :**

Le fossé reliant l'aire étanche de regroupement des déchets non dangereux a été étanché par une bâche, ce qui a été constaté lors d'une précédente inspection. La prescription ci-dessus n'est donc plus adaptée.

L'étanchéité des bassins et du fossé en partie est du site est assurée par une géomembrane. Celle-ci apparaît en bon état. Il a toutefois été constaté la présence de végétation en partie haute du flanc ouest du premier bassin traversant la membrane.

Il a été constaté la présence d'une tape pleine sur la canalisation qui semble faire la jonction entre le fossé étanche qui achemine les eaux de ruissellement de l'aire étanche de transit des déchets vers le premier bassin. L'exploitant devra vérifier ce point et la bonne configuration du réseau.

Une vanne d'isolement permet d'assurer le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie en amont du séparateur à hydrocarbures qui se situe en aval du second bassin. Aucun panneau ne permet d'identifier cette vanne. Elle n'a pas été testée lors de cette inspection. L'absence d'entretien récent ne permet pas de la repérer facilement. L'accès doit également être assuré afin de pouvoir accéder au séparateur à hydrocarbures, pour son entretien mais également pour la réalisation des prélèvements afin de vérifier la qualité des rejets.

S'agissant de l'entretien du séparateur à hydrocarbures, l'exploitant a transmis un compte-rendu d'intervention du 25 juillet 2024 correspondant à l'entretien d'un séparateur sur le site de la carrière. Le document transmis ne permet pas de justifier de l'entretien du séparateur du centre de tri (il y a bien deux séparateurs, l'un sur la carrière, l'autre sur le centre de tri).

Les résultats des dernières analyses de la qualité des eaux datent du 24 avril 2023. Les résultats sont conformes. L'article 13.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit deux analyses annuelles en période hivernale. Cette périodicité n'est donc pas respectée, ce qui a déjà été constaté lors d'une inspection en 2016.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant doit assurer un entretien régulier des ouvrages de collecte et de traitement des eaux de ruissellement.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un repérage de la vanne de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, vérifier son bon fonctionnement et son étanchéité et programmer des exercices de manipulation.</p> <p>L'exploitant doit justifier de l'entretien du séparateur à hydrocarbures situé sur le centre de tri.</p> <p>L'exploitant doit respecter la périodicité de surveillance de la qualité des rejets en sortie de bassin, conformément aux dispositions de l'article 13.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Surveillance des retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport Qualiconsult (R23-179 v0 du 14 avril 2023) portant sur une campagne de mesures de retombées de poussières réalisée du 27 février au 27 mars 2023. La méthodologie mise en œuvre est celle des plaquettes de dépôt, à partir de 3 points de suivi répartis sur le site. Ce rapport conclut à la conformité des résultats obtenus, les concentrations mesurées étant faibles.</p> <p>Toutefois, ce rapport ne justifie pas de la représentativité des mesures au regard des activités exercées sur le site durant la période de surveillance (campagnes de concassage ou de broyage, etc.). Par ailleurs, aucune exploitation des données météorologiques n'est effectuée, cette question n'étant pas traitée. Enfin, la périodicité n'est pas respectée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place le programme de surveillance réglementaire des retombées de poussières dans l'environnement du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois